

L'augmentation des violences interpersonnelles est infirmée par les enquêtes de victimation

Laurent Mucchielli (CNRS, CESDIP)

La quasi totalité des commentateurs du débat public (personnel politique, journalistes, essayistes divers) continuent année après année à appeler « statistiques de la délinquance » les statistiques de police et de gendarmerie. Ces dernières sont pourtant le résultat de l'enregistrement (d'une partie) de l'activité des forces de l'ordre et non une enquête sur la délinquance et ses victimes. Pour mesurer la réalité, il est aujourd'hui évident qu'il faut se tourner vers les enquêtes de victimation qui interrogent directement les citoyens sur ce dont ils ont pu être victimes, qu'ils aient ou non porté plainte.

Depuis 2001, l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région d'Île-de-France (IAURIF) réalise tous les deux ans la plus importante enquête de victimation en France. Portant sur la seule région francilienne, elle dispose en effet d'un échantillon représentatif de 10 500 ménages interrogés. De surcroît, son questionnaire et son mode de recueil n'ont pas changé au fil des ans. Elle fournit ainsi des connaissances plus fines que n'importe quelle autre enquête de ce type. Les premiers résultats de l'enquête 2009 ayant été publiés au début de l'été (www.iau-idf.fr/nos-etudes/), on dispose désormais d'une série 2001-2009, que l'on peut comparer avec les statistiques de police.

Les enquêtes démentent les statistiques de police

A en croire les statistiques de police, les atteintes aux personnes ont fortement augmenté entre 2001 et 2008 : + 25 % en Ile-de-France. La tendance et les proportions sont nationales. Or les enquêtes de victimation de l'IAURIF démentent cette évolution. Comme on peut le voir sur le tableau ci-dessous, la proportion de franciliens déclarant avoir été victimes d'une agression de tout type est ainsi passée de 6,7 % en 2001 à 6,4 % en 2009 (ce qui constitue une différence non significative au plan statistique). Et cette stabilité parfaite se retrouve sur tous les types de violences physiques ou verbales.

Tableau : proportion de personnes déclarant avoir été victime dans les trois années précédant l'enquête (en %)

| | 2001 | 2009 |
|---|-------------|-------------|
| Tous types d'agressions | 6,7 | 6,4 |
| Dont agressions sexuelles | 0,7 | 0,7 |
| Dont agressions par un proche | 1,1 | 1,3 |
| Dont délivrance d'un ITT de plus de 8 jours | 0,5 | 0,6 |
| Dont violences verbales et menaces | 3,6 | 3,2 |
| <i>Total des victimations de tous types (inclus les vols)</i> | <i>15,3</i> | <i>14,8</i> |

Source : IAURIF, enquête « Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France » 2001 et 2009

Comment expliquer cette divergence entre les enquêtes et les données administratives, et quelles leçons en tirer ? Retenons au moins deux idées générales.

- La première est que les statistiques de police ne sont définitivement pas le meilleur outil de mesure de l'évolution de la délinquance, n'en déplaise aux politiques qui ont basé toute leur communication dessus (du moins quand ça les arrange).
- La seconde est que l'augmentation des plaintes pour des faits de violence n'est pas la conséquence d'une augmentation des comportements violents. Elle relève d'autres explications et invite à réfléchir sur les processus de judiciarisation qui traversent notre société.

Pour aller plus loin :

3 sites Internet :

www.iau-idf.fr/nos-etudes

www.cesdip.fr

www.laurent-mucchielli.org

2 articles scientifiques :

- Mucchielli L. (2008), « Une société plus violente ? Analyse socio-historique des violences interpersonnelles en France, des années 1970 à nos jours », *Déviance et société*, 32 (2), p. 115-147.
- Robert Ph., Zauberman R., Nevanen S., Didier E. (2009), « L'acteur et la mesure. Le comptage de la délinquance entre données administratives et enquêtes », *Revue Française de Sociologie*, 50 (1), p. 31-62.